

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 21 MARS 2012

L'an deux mil douze, le vingt et un mars à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –

MM. MAISONNAS, TRACLET, MANIE Adjoints

Mmes BORREL-JEANTAN, DIDIER, GAUTHIER

MM. ABOU, BALOUZET, DENIS, CAPLAT, COTE, GRUMET ; GUILLARD

Excusé : M. PRUDON

Secrétaire de séance : M. MAISONNAS

1. COMPTE RENDU DE LA PRÉCÉDENTE RÉUNION :

Le compte rendu de la séance précédente est adopté.

2. C. C. M. P.

a) Transports scolaires

Mr le Maire rappelle à l'Assemblée que la CCMP a retenu la forme d'un marché à groupement de commandes pour le transport scolaire (d'une durée d'un an). Le Président de la Communauté de Communes propose de le reconduire pour un an ou qu'elle prenne à sa charge l'organisation de ce transport. Le marché sera à relancer en juin prochain.

Mr le Maire demande à Mr Guillard quelles seront les classes concernées l'année prochaine pour l'activité Piscine (réponse attendue par la CCMP pour début juin). Mr Guillard répond que le délai de réponse est trop court dans la mesure où l'on ne connaît pas encore la répartition par classe.

b) Colibri

Mr le Maire fait part des retours positifs (quantitatifs et qualitatifs) par Philibert concernant le premier mois d'exploitation (3000 voyages). La fréquentation fait l'objet d'un suivi mensuel. Mr le Maire informe aussi des remontées négatives notamment sur les problématiques horaires de la desserte Thil – gare de Beynost et précise que les ajustements sont en cours d'étude.

FINANCES

COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF 2011

Monsieur le Premier Adjoint a informé le Conseil municipal que l'exécution des dépenses et des recettes relatives à l'exercice 2011 a été réalisée par Monsieur le Percepteur de Montluel et que le compte de gestion établi par ce dernier est conforme au compte administratif de la commune.

Après avis de la Commission Finances, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Premier Adjoint, Monsieur le Maire ayant quitté la séance, le Conseil Municipal siégeant sous la Présidence de Madame BORREL-JEANTAN, il a été procédé au vote du Compte Administratif 2011. Celui-ci est détaillé comme suit :

.../...

- Section de Fonctionnement 2011 :
 - DÉPENSES: 561 864 €
 - RECETTES: 704 534 €
 - RÉSULTAT: 142 670 €
 - EXCÉDENT REPORTÉ: 236 666 €
 - CUMUL: 379 336 €
- Section d'Investissement 2011 :
 - DÉPENSES: 266 424 €
 - RECETTES: 140 680 €

Concernant les recettes d'investissement attendues (Subvention de l'Etat pour le City Stade, fonds de concours de la CCMP pour le City Stade et l'opération mode doux), Mr Maisonnas informe que celles-ci seront versées sur l'exercice 2012.

Le Compte Administratif 2011 (Délibération 12/02/01) est adopté par

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Le Compte de Gestion 2011 (Délibération 12/02/02) est adopté par :

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Le Compte Administratif 2011 -Assainissement- (Délibération 12/02/03) est adopté par

<i>Pour</i>	<i>12</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Le Compte de Gestion 2011 -Assainissement- (Délibération 12/02/04) est adopté par :

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

AFFECTATION DU RÉSULTAT

Au vu des résultats du Compte Administratif 2011, il convient d'affecter le résultat net cumulé de fonctionnement :

DELIBERATION 12/02/05 : AFFECTATION DE RÉSULTAT 2011

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 142.670,22 euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 236.665,71 euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 379.335,93 euros. Il convient de procéder à l'affectation de ce résultat.

.../...

Le résultat de la section d'Investissement est de - 216.478,07 €.

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au compte 1068 : 216.478,07 euro,

. Affectation à l'excédent de fonctionnement reporté : 162.857,86 euros.

L'affectation du résultat est adopté par :

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

DELIBERATION 12/02/06 : AFFECTATION DE RÉSULTAT 2011 – ASSAINISSEMENT-

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le résultat de la section d'Investissement est de – 140,00 €.

. Il convient de procéder à l'affectation de ce résultat.

Après en avoir délibéré,

Le conseil décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation au déficit reporté : 140,00 euros.

L'affectation du résultat est adopté par :

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

TAUX D'IMPOSITION 2012

Mr Balouzet demande pourquoi les bases augmentent de 3,23 %. Mr le Maire répond que cette évolution est décidée par le Parlement. Mr le Maire précise que la Dotation (DGF) baisse cette année encore de 2 %.

Mr Manié demande pourquoi le taux concernant la taxe foncière sur les Propriétés non Bâties est aussi élevé. Mr Maisonnas répond qu'il y a très longtemps que ce taux est élevé. Le taux appliqué sur Thil est plus haut que la moyenne.

DELIBERATION 12/02/07 : FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION DES TAXES DIRECTES LOCALES POUR 2012

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les taux d'imposition des taxes directes locales pour l'exercice 2012.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le conseil décide de fixer les nouveaux taux comme suit :

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante	Variation de taux / 2011	Produit voté par l'assemblée délibérante
Taxe d'Habitation	1.117.000	13,52	0 %	151.018
Taxe Foncière sur les propriétés bâties	998.400	13,33	0 %	133.087
Taxe Foncière sur les propriétés non bâties	16.700	58,13	0 %	9.708
TOTAL	2.132.100			293.813

.../...

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Monsieur le Maire introduit la présentation du Budget primitif 2012.

Le budget 2012 est proposé au vote du Conseil municipal sur une base de recettes fiscales sans augmentation du taux d'imposition des taxes directes locales (Habitation, Foncier Bâti, Foncier Non Bâti) de façon à ne pas ajouter une pression fiscale supplémentaire aux ménages thilois à celle décidée par le Parlement.

Le budget 2012 s'élève à un total de 1.204.730 euros dont plus de 441.000 euros seront consacrés aux investissements.

Mr le Maire note une augmentation des charges à caractère général de 12 %.

20 h 40 : arrivée de Mme Gauthier

Monsieur le Maire aborde le recrutement d'un gardien de Police Municipale suite à un besoin important de police de proximité vis à vis, notamment, de la gestion des contacts avec la population d'adolescents, de la voirie et de la circulation.

Pour les questions liées à l'urbanisme et à l'assainissement, il est nécessaire de faire en sorte que les règles du POS/PLU soient respectées, que les réalisations soient conformes aux déclarations.

Il informe du projet de mutualisation des services avec la commune de St Maurice de Beynost. Il rappelle que la police du SPANC et police de l'aire des gens du voyage relève de la Communauté de Communes.

Mr Grumet demande ce que va représenter la charge de personnel avec la Police Municipale. Mr Maisonnas répond qu'il serait de l'ordre de 1 % d'augmentation.

Mr le Maire donne le planning d'aménagement de sécurité, travaux d'enfouissement des réseaux qui devraient commencer fin juin rue de la Mairie (secteur nord).

Courant septembre, les travaux se situeront au niveau de l'Auberge de Thil avec réfection et aménagement de sécurité rue de la Mairie. Ensuite, en novembre / décembre 2012, devant l'Auberge et en fin d'année et au niveau du Mas Durand les seuls enfouissements de réseaux.

En 2013 seront concernés les travaux sur la totalité de la rue Neuve jusqu'à l'intersection de la rue de l'Eglise.

Le SIEA prendra à sa charge 84 % des travaux d'enfouissement des réseaux. Ces travaux vont induire des gênes pour les usagers de la route ainsi que les cars scolaires ou encore le service de navettes Colibri.

Mr Maisonnas demande à l'Assemblée de faire un choix sur les priorités à savoir l'acquisition d'un panneau lumineux pour 15.000 € ou la réfection des deux cours de l'école en goudron pour un montant de 45.000 €.

Mr le Maire rappelle pourquoi il est envisagé l'achat d'un panneau lumineux, c'est notamment pour les besoins de la gestion des informations touchant à la vie quotidienne de la commune.

Mr Abbou précise que la communication est générale et s'adresse à tous les Thilois alors que la réfection de la cour ne concerne que l'école.

Mr Grumet demande que dans le budget, l'opération « Fleurissement » soit remplacée par l'opération « Cadre de vie ». La demande est acceptée. D'autre part, il pense que le panneau lumineux serait du luxe pour une commune comme Thil par rapport aux travaux prévus et aux déviations, il faudrait être sûr que des derniers puissent être pris en charge en cas d'aléas. Il précise qu'il y a des priorités.

Mr Traclat informe qu'il réfléchit avec le maître d'œuvre, afin que les travaux nécessités par la déviation temporaire soient globalisés dans le cadre du marché.

Mr le Maire précise que la maîtrise d'œuvre CCMP songe aux aménagements à faire pour que la voie soit carrossable dans le cadre d'une déviation : cela pourrait être considérés comme des travaux requis par l'opération.

Il précise que pour les aménagements en face de l'Auberge, il est prévu d'élever les trottoirs et de mettre du « point à temps ».

Mr Denis informe que si le panneau lumineux n'est pas suffisant, il demande quelle solution sera proposée. Il rappelle que les administrés ne regardent pas forcément les panneaux lumineux.

Mr Traclet pense que cela peut réduire l'affichage sauvage de la part d'associations extérieures à la commune.

Mr Manié pense qu'il serait préférable de le mettre à l'entrée de la commune.

Mme Didier propose que la décision ne soit pas prise ce jour, et quelle face l'objet d'un débat.

Mr Maisonnas présente le financement des 224.000 € de dépenses par des recettes attendues (FCTVA, TLE) ainsi que les recettes prévues en 2011 qui seront versées début 2012 à savoir subventions du Ministère de l'Intérieur, de la CCMP et vente de l'ancien véhicule communal.

Mr Guillard informe que lors du Conseil d'Ecole qui s'est tenu la veille, les travaux de la cour seraient effectués seulement sur 2013.

Mr le Maire propose de soumettre au vote l'acquisition d'un panneau lumineux :

Pour : 5

Contre : 5

Abstentions : 4

Mr le Maire propose, au vu du résultat du vote et bien qu'ayant voté « Pour » l'acquisition du panneau lumineux, que son acquisition soit reportée après la tenue d'un nouveau débat sur le sujet.

Concernant les projets d'activités organisés par l'Ecole, Mr Manié informe que la sortie à Vulcania serait d'un seul jour au lieu de 2 jours initialement prévus. La raison évoquée est que le centre d'accueil n'a pas l'agrément nécessaire.

Mr Guillard précise que l'Académie de l'Ain a donné son accord mais que l'Académie du Puy de Dôme a refusé.

Il rappelle que la participation des parents était de 35 € par enfant pour les 2 jours.

Mme Gauthier n'est pas favorable pour faire payer moins cher les parents.

A la suite, il est décidé d'attribuer 1.500 € de subvention au Sou des Ecoles au lieu de 3.000 € initialement prévu.

Mr Maisonnas propose que les 1.500 € restant servent au financement du projet d'ALSH.

Concernant la participation donnée à l'EID, Mr Denis demande à consulter le Compte de Résultat. Demande acceptée.

Le Budget Primitif 2012 est adopté par

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

3. DELIBERATION N° 12/02/08 : AFFECTATION D'UNE RECETTE PRÉVISIONNELLE AU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire rappelle au Conseil le projet de réalisation d'un lotissement de 29 logements sur la zone 1 NAI.

.../...

Ce projet de construction et la procédure de révision du Plan d'occupation des sols engagée ont mis en lumière la nécessité pour la commune de se doter à moyen terme d'un réseau d'assainissement collectif et d'engager rapidement la première phase de réalisation de cet équipement.

Précisément, la première tranche de l'assainissement collectif de Thil consiste à mettre en place une station d'épuration à filtre plantée de roseaux qui ne traitera que les eaux du secteur d'assiette du lotissement précité, en attente de l'assainissement collectif global du village.

Il rappelle les termes de la délibération n° 11/05/07 du 30 juin 2011 autorisant Monsieur le Maire à signer une promesse unilatérale de vente relative à l'acquisition d'un terrain de 1000 m² à soustraire de la parcelle cadastrée section ZB n°52 en vue de l'implantation de la station d'épuration.

A la suite d'un appel d'offres public, la commune a notifié, en date du 28 septembre 2011, à la société GINGER Environnement et Infrastructures, un marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation de la dite station d'épuration.

L'étude d'avant projet fournie le 30 novembre 2011 a estimé le budget de réalisation de la dite station – honoraires de maîtrise d'œuvre compris hors options mais avec l'étude de l'hydrogéologue à 221 215 €uros TTC.

La société European Homes s'est engagée par lettre en date du 22 décembre 2011 à assurer le financement de cette station d'épuration dans le cadre d'un Projet Urbain Partenarial. La commune a délivré, en date du 30 décembre 2011, un Permis de construire à la société European Homes Promotion 2 en vue de la réalisation d'un projet de lotissement de 29 logements dénommé « Le Clos des Platanes » sur la zone 1Nai.

La présente délibération vise à autoriser Monsieur le Maire à porter en recette de la section d'investissement du Budget Annexe la somme de 221 215 €uros correspondant au montant estimatif des travaux de conception et de réalisation de la station d'épuration desservant le lotissement "le Clos des Platanes".

- Vu la délibération n° 11/05/07 relative à la promesse de vente d'un terrain de 1000 m² à soustraire de la parcelle cadastrée section ZB n°52,
- Vu l'Avant Projet établi par la société GINGER Environnement et Infrastructures en date du 30 novembre 2011 en vue de la réalisation d'une station d'épuration pour les besoins d'assainissement du lotissement « Le Clos des Platanes »,
- Vu la lettre de la société European Homes Promotion 2 du 22 décembre 2011 fixant les termes de ses engagements,
- Vu le Permis de construire délivré à la société European Homes en date du 30 décembre 2011,

Le Conseil,

Où les explications de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

- autorise Monsieur le Maire à porter en recette sur le chapitre 13 de la section d'investissement du Budget Annexe Assainissement la somme de 221 215 €uros.
-

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

Le Budget annexe Assainissement 2012 est adopté par

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

4. DELIBERATION N° 112/02/09 : CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION DIOCÉSAINE

Mr le Maire rappelle au Conseil que, par application de l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation de l'Eglise et de l'Etat prévoit que les « édifices du culte et leur dépendances » sont affectés de manière gratuite exclusive et perpétuelle à l'exercice public du culte.

Il en résulte, pour les communes propriétaires de ces édifices, l'obligation de les mettre à disposition - à titre gratuit - des associations diocésaines, sauf à procéder à la désaffectation et au déclassement des biens considérés.

Le local attenant à l'Eglise ayant fait l'objet d'un sinistre, il s'avère indispensable de réaliser les travaux de réhabilitation lesquels compte tenu de leur utilité générale constituent une opération de travaux publics.

L'Association Diocésaine ayant fait part de son souhait d'apporter son concours à la commune en vue des travaux à réaliser, une convention est à établir avec pour objet de définir les responsabilités des parties dans le déroulement des travaux, et la participation financière de chacune des parties dans le respect de la législation applicable en la matière, et des statuts de l'Association Diocésaine.

La commune, sur le fondement de l'article L. 2331-8 du Code Général des Collectivités Territoriales a décidé d'accepter cette offre et de l'inscrire en recettes à la section d'investissement de son budget pour l'exercice 2012 dans le cadre d'une offre de concours.

Après avoir détaillé les termes de la convention, Monsieur le Maire demande l'autorisation du Conseil municipal pour parfaire et signer ladite convention et pour accepter l'offre de fonds de concours de l'Association Diocésaine – Paroisse de Miribel.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Maire,

- Autorise Monsieur le Maire

- à parfaire et à signer la convention avec l'Association Diocésaine – Paroisse de Miribel,
- à accepter cette offre sur le fondement de l'article L. 2331-8 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'inscrire en recettes à la section d'investissement de son budget pour l'exercice 2012 dans le cadre d'une offre de concours.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

5. ELECTION D'UN NOUVEL ADJOINT

Monsieur le Maire rappelle que Madame Gauthier a présenté sa démission à Mr le Préfet qui l'a acceptée. Il remercie Mme Gauthier pour le travail effectué depuis le début du mandat.

Mme Gauthier précise que sa démission est liée uniquement à des raisons familiales et en aucun cas à cause d'une mésentente avec l'équipe municipale.

Monsieur le Maire informe qu'il souhaite que Mr Guillard prenne la charge d'adjoint au Maire par rapport au temps passé sur les dossiers du personnel affecté à l'école.

.../...

Mr Guillard précise qu'au début de ce mandat, il a refusé le poste d'adjoint car il craignait de n'avoir pas suffisamment de temps à consacrer à cette fonction. Ses responsabilités professionnelles ayant évoluées, elles lui laissent plus de temps disponible. Aussi, il accepte d'être candidat.

Mr le Maire demande à l'Assemblée si d'autres élus seraient candidats au poste de 4^{ème} adjoint.

Mr Abbou précise qu'il a été informé de ce projet seulement à la lecture de l'ordre du jour de la présente séance et regrette que le sujet n'ait pas été abordé sur l'opportunité ou non d'avoir un 4^{ème} adjoint.

Mme Didier partage l'avis de Mr Abbou. Elle rappelle que le sujet n'a pas été débattu en Commission Générale. Mme Gauthier confirme le même constat.

Mr Grumet se dit content et fier que ce soit Mr Guillard qui soit candidat.

Mr le Maire précise que certains élus avaient connaissance de la candidature de Mr Guillard et y semblaient favorables.

Mr Guillard est seul candidat.

DELIBERATION N° 12/02/10 : ELECTION DU QUATRIÈME ADJOINT AU MAIRE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Madame Hélène Gauthier a présenté sa démission de sa fonction de Deuxième Adjointe au Maire à Monsieur le Préfet de l'Ain au motif que ses charges familiales ne lui permettaient plus d'assumer dans de bonnes conditions les responsabilités qui lui avaient été confiée.

Monsieur le Préfet de l'Ain a notifié son acceptation, conformément à l'alinéa 1 de l'article L 2122-15 du CGCT, en date du 1^{er} février 2012. Celle-ci a pris effet à la date du 09 février 2012.

Considérant l'article L2122-10 du CGCT, Monsieur le Maire ayant constaté la vacance du poste propose de désigner un nouvel adjoint.

En vertu de l'article L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal détermine librement le nombre d'adjoints sans que celui-ci puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal.

Ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de quatre adjoints.

Monsieur le Maire propose de fixer le montant de l'indemnité avec effet au 1^{er} avril 2012 pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au Maire selon les barèmes fixés respectivement par les articles L.2123-23.1 et L.2123-23 et l'article L.2123-24 du CGCT pour une commune de 1000 à 3499 habitants, à savoir :

- Indemnité des adjoints : 9 % de l'indice brut 1015

A la suite, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil municipal à présenter leur candidature au poste d'Adjoint dans l'ordre du tableau avec Délégation à la Petite Enfance, aux Affaires scolaires et périscolaires.

Monsieur Philippe GUILLARD présente, seul, sa candidature.

Monsieur le Maire invite alors l'assemblée à voter à bulletin secret.

A l'issue du scrutin, Monsieur Philippe GUILLARD, ayant recueilli 13 voix Pour, 0 voix Contre et 1 Abstention est élu 4^{ème} Adjoint au Maire de THIL.

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

6. DELIBERATION N° 12/02/11 : DÉLÉGATION DE FONCTION À L'ANIMATION MUNICIPALE ET À LA VIE ASSOCIATIVE

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de déléguer à un Conseiller Municipal les fonctions relatives à l'Animation municipale et à la Vie associative.

A la suite, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil municipal à présenter leur candidature à cette délégation de fonction.

Madame Hélène GAUTHIER présente, seule, sa candidature.

Monsieur le Maire invite alors l'assemblée à voter.

A l'issue du scrutin, Madame Hélène GAUTHIER, ayant recueillie 13 voix Pour, 0 voix Contre et 1 Abstention, est déléguée à l'Animation municipale et à la Vie associative.

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

7. DELIBERATION N° 12/02/12 : TRANSFERT DÉLÉGATION DE FONCTION À LA GESTION DU SYSTÈME D'INFORMATION COMMUNAL

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de déléguer à un Conseiller Municipal les fonctions de gestion du système d'information en ligne et de coordination de la diffusion des informations communales. Cette délégation inclut la gestion du système d'alerte à la population.

A la suite, Monsieur le Maire invite les membres du Conseil municipal à présenter leur candidature à cette délégation de fonction.

Monsieur Guy CAPLAT présente, seul, sa candidature.

Monsieur le Maire invite alors l'assemblée à voter.

A l'issue du scrutin, Monsieur Guy CAPLAT, ayant recueilli 13 voix Pour, 0 voix Contre et 1 Abstention, est délégué à la gestion du système d'information en ligne, à la coordination de la diffusion des informations communales et à la gestion du système d'alerte à la population.

<i>Pour</i>	<i>13</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>1</i>

8. DELIBERATION N° 12/02/13 : CONVENTION MÉDECINE DU TRAVAIL

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la visite médicale annuelle obligatoire pour les agents communaux, il y aurait lieu de passer convention avec un médecin généraliste agréé.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et les termes de la convention fixant les modalités d'intervention d'un médecin du travail :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention.

.../...

La dépense sera mandatée à l'article 6475 du Budget de l'exercice en cours.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

9. CITY STADE

Mme Didier demande que soit abordé, de la part des adolescents, l'éclairage du City Stade. Mr Abbou précise qu'il a été prévu de le minuter. Mme Didier rappelle que les adolescents souhaitent que le City stade soit éclairé jusqu'à 22 h 30 le week-end.

DELIBERATION N° 12/02/14 : RÈGLEMENT D'UTILISATION DE L'ESPACE MULTI ACTIVITÉS

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que l'espace multi activités a ouvert ses portes en juillet 2011.

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur le règlement d'utilisation de cet espace, applicable au 1er avril 2012.

Après en avoir débattu,
Le Conseil Municipal,

. Approuve le règlement d'utilisation de l'espace multi activités, applicable au 1er avril 2012 (joint en annexe).

A N N E X E à la délibération 12/02/14



RÈGLEMENT D'UTILISATION DE L'ESPACE MULTI ACTIVITÉS

PREAMBULE

Ce règlement est élaboré en application des textes législatifs et réglementaires dont notamment :

- L 2212-2 du code général des collectivités locales

Le présent règlement s'impose à tous les intervenants.

Il détermine les modalités d'usage de l'Espace Multi Activités de THIL : City Park et Skate Park.

TITRE 1: DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er – Objet du règlement

Le présent règlement est élaboré pour garantir aux usagers les meilleures conditions de confort et de sécurité en fixant les droits et obligations de chacun.

Un extrait de ce règlement fera l'objet d'un affichage public à l'entrée de l'Espace Multi Activités. La version complète du règlement est tenue à la disposition du public en Mairie.

Article 2 – Attribution de compétence

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent règlement, le tribunal administratif compétent sera celui de Lyon.

Article 3 – Validité du présent règlement

Le présent règlement, approuvé par le conseil municipal, est applicable à compter du 1^{er} avril 2012 pour une durée indéterminée et restera valable jusqu'à sa prochaine modification.

La commune se réserve le droit d'apporter toute modification qu'elle jugerait opportune pour l'intérêt général.

Article 4 - Réclamations

Les réclamations sont à adresser à la Mairie de THIL.

**MAIRIE DE THIL
340, RUE DE LA MAIRIE
01120 THIL**

Article 5 - Divers

Objets trouvés : les objets trouvés sont à retirer en Mairie où ils seront conservés durant un an. Passé ce délai ils deviendront la propriété de la commune.

Accidents : Tout accident corporel devra être signalé, par écrit dans un délai de un (1) jour ouvré à la Mairie.

TITRE 2 : REGLES D'ACCES ET D'UTILISATION

Article 7 Horaires d'utilisation

Tous les jours de 08 heures à 22 heures 30

L'Ecole de la Riotte est prioritaire pour utiliser cet espace pour les besoins des activités sportives scolaires.

Le public est invité à quitter les lieux, durant le quart d'heure précédant la fermeture du site.

Article 8 : Maintenance des installations

En cas de problème veuillez le signaler le plus rapidement possible au Service Technique.

**MAIRIE DE THIL
TÉLÉPHONE : 04 78 06 19 90**

Article 9 : Principes de fonctionnement

Cet espace a été conçu et réalisé pour pouvoir accueillir tout public toutefois, le public est tenu de respecter les limites d'âges indiqués sur les différents jeux.

La surveillance des enfants sur les aires de jeux est assurée sous l'entière responsabilité des parents ou des adultes accompagnants.

Les jeux de ballons collectifs ou organisés ne sont pratiqués que sur la partie réservée à cet effet, sous la responsabilité individuelle des joueurs ou celle des organismes autorisés. Sont interdits les activités et comportements présentant un risque pour l'hygiène publique ou une nuisance pour l'environnement, tels que : tirs de pétards ou de feux d'artifices, appareils radiophoniques, tapage diurne ou nocturne, brasiers, dépôts et souillures de quelque nature que ce soit, etc.

Les chiens sont strictement interdits dans la totalité de cet espace.

Afin de préserver la sécurité, la tranquillité et l'agrément du public, l'entrée de ces espaces est interdite, sauf autorisation administrative, à tous les engins ou véhicules à moteur.

Les vélos et scooters doivent être stationnés à l'extérieur de l'enceinte de l'espace sur l'aire de stationnement prévue à cet effet.

Les automobiles doivent stationner sur le parking réservé à cet effet. L'accès principal aux installations doit être laissé libre pour la circulation des véhicules de secours.

Il est strictement interdit d'introduire, sous quelque forme que ce soit, des boissons alcoolisées ainsi que, le cas échéant, de les consommer sur place. Tout contrevenant aux présentes dispositions s'expose à un procès-verbal et à une expulsion des lieux.

L'utilisation de cet espace par les associations ou groupes d'adolescents voulant organiser une manifestation sur ce site est soumise à un accord préalable de la mairie.

Article 10 : Utilisation des installations

CITY STADE :

L'utilisation de cet espace est libre et doit se faire avec le plus de convivialité possible.

Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte du City Park pour préserver le revêtement.

SKATE PARC

Utilisation libre. Il est prescrit de se référer aux panneaux d'information concernant les règles de sécurité situés à l'entrée du site.

POUR VOTRE SÉCURITÉ LE PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE SUR CET ESPACE

TITRE 3 : APPLICATION DU REGLEMENT

Les agents de la force publique et les agents municipaux sont habilités à faire appliquer le présent règlement.

Toute infraction pourra donner lieu à procès verbal établi par un agent assermenté.

**N° D'APPELS D'URGENCE :
POMPIERS : 04 78 55 42 79 ou 18
GENDARMERIE : 04 78 55 30 08**

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

10. QUESTIONS DIVERSES

Recensement de la population

Mr le Maire évoque le très bon déroulement des opérations du recensement de la population qui a eu lieu en janvier / février dernier. Il informe que seulement deux Thilois ont refusé de rendre leurs documents.

Cet excellent résultat a été rendu possible grâce à l'implication des agents recenseurs et de leur coordonnateur. Il précise que le travail s'est déroulé en étroite liaison avec Madame la Secrétaire Générale et la représentante de l'INSEE.

Il note une diminution du nombre d'habitants par rapport au dernier recensement (2007). Les premiers résultats émis par l'INSEE devraient nous parvenir en fin d'année 2012.

Taxi et camion de pizzas

Mr le Maire fait part au Conseil d'une demande d'emplacement de taxi sur la commune.

Mr Maisonnas informe de la demande d'emplacement d'un camion de pizzas le mercredi soir (à confirmer).

A.L.S.H.

Mr Maisonnas informe d'une première journée de test en partenariat avec la MJC de Montluel en complément de Mme Astier. Les adolescents ont exprimé leurs souhaits. Un travail a été fait pour organiser trois jours en avril prochain (les 11, 12 et 13) avec Mme Astier et un animateur de la MJC.

Le mercredi 4 avril prochain à 19 heures se tiendra une réunion d'information pour les parents sur ce test d'avril (les jeunes seront informés l'après-midi de ce même jour).

Epicerie

Mr Cote demande des précisions sur la fermeture de l'épicerie.

Mr le Maire informe que c'est une affaire de droit privé. Il souhaite qu'il y ait une supérette sur la commune. L'actuel propriétaire fait ce qu'il peut pour satisfaire les personnes âgées notamment. Il a des contacts pour un repreneur.

Prévention de la Délinquance

Mr le Maire informe qu'il a reçu du Collège de Montluel un courrier dans le cadre du CISPD de Montluel qui lui propose une fiche action qui consisterait à proposer des mesures de responsabilisation des scolaires qui seraient sanctionnés à raison de 20 heures sur 4 jours maximum pour 3 heures par jour seulement.

Il rappelle que l'année dernière, la commune a reçu un jeune en TIG dans le cadre d'une condamnation.

Mr Traclet informe que les TIG dans un collège sont impossibles à mettre en place, faute d'encadrants.

Mr le Maire rappelle qu'au nouveau du cimetière, des mégots de cigarettes, cannettes de bière et vandalisme sur le panneau d'affichage ont été relevés : ceci est l'une des raisons qui motive la nécessité d'un travail de police de proximité pour que soient, notamment respectés les lieux de mémoire et de recueillement.

Divers

Mr le Maire informe du passage de la caravane de « Vas y petit » le 6 avril prochain.

L'ordre du jour étant épuisé,
La séance est levée à 23 h 00.